

RÉDACTION

BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de St-François 20.

On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse.....	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale.....	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 10 centimes.

GAZETTE DE LAUSANNE

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

ANNONCES

HAASENSTEIN & VÖGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

Votation fédérale du 18 octobre 1891

1. Voulez-vous, oui ou non, accepter l'arrêté fédéral du 29 juillet 1891, concernant la révision de l'article 39 de la Constitution fédérale (billets de banque) ?

NON

2. Voulez-vous, oui ou non, accepter la loi fédérale du 10 avril 1891, sur le tarif des douanes fédérales ?

NON

LAUSANNE, 17 octobre 1891.

BULLETIN POLITIQUE

L'événement du jour, c'est le très grand succès de l'emprunt russe en France. La Russie demandait cinq cents millions à l'Europe; la France lui offre plus de quatre milliards! Le Crédit foncier à lui seul a couvert l'emprunt russe deux fois. Le Crédit lyonnais et la Banque de Paris l'ont couvert chacun une fois et demie!

Cet événement financier est aussi un événement politique. Il serait puéril de nier que le patriotisme ait été étranger à la réponse de l'épargne française, ou d'affirmer que, sans l'entrevue de Cronstadt, le résultat eût été identique. Le peuple français, économe plus que tout autre peuple au monde, au point qu'il met de côté en moyenne près de deux milliards par an, a souvent eu des élans de ce genre, et a manifesté ainsi que chez lui l'amour du pays ne s'arrête pas devant la caisse. Qu'on se rappelle le prodigieux succès des emprunts faits après la guerre pour payer l'indemnité de cinq milliards, à un moment où la France, vaincue et mutilée, semblait atteinte dans ses œuvres vives et où son relèvement financier était extrêmement problématique.

Nous ne pensons pourtant pas que les ricaneurs des journaux hostiles à la France soient de saison. Ils voudraient nous faire croire que les souscripteurs se sont conduits en simples jobards, qu'ils ont été dupes des bonnes paroles de la Russie, que l'entrevue de Cronstadt n'avait d'autre but que de préparer la journée d'hier, et que le cabinet de St-Petersbourg, maintenant que son escarcelle est garnie, va se soucier des Français comme des Patagons.

C'est faire au tsar une injure gratuite que de prêter à sa politique des roueries de maquignon juif, ou de courtier sicilien. Jusqu'ici on ne cessait de nous le représenter comme un souverain pieux jusqu'au fanatisme et pénétré de la grandeur de sa mission providentielle jusqu'à être réfractaire à tout progrès. Et le voilà transformé tout à coup en homme d'affaires fin de siècle, surprenant la bonne foi de la France par une sympathie jouée dans le seul but de lui soutirer son épargne et lui tendant la main en louchant du côté de la poche!

La loyauté et la politique sont deux domaines très différents, nous le voulons bien. Mais on reprochait justement à Alexandre III de ne pas comprendre suffisamment ce moderne axiome. Quelle baguette de fée l'a subitement métamorphosé ?

FEUILLETON DE LA GAZETTE

CHARGE D'ÂME

par M^{me} JEANNE MAIRET

— Pour cela, madame, vous êtes une fée. Vous m'avez donné un coussin pour mon prie-Dieu qui est une merveille; seulement c'est trop beau, je n'ose y poser mes vieux genoux.

— Eh bien, monsieur le curé, j'ai une amie — pas bien dévote, je le crains — qui se sert de vieilles chaussettes, de vénérables ornements d'église, dont elle découpe les superbes fleurs et arabesques pour les appliquer sur du satin ou de la peluche, et qu'elle entoure de broderies fantastiques, un peu dans le genre des miennes. C'est-il là ce que vous appelez péché véniel ?

— Sacrilege! vrai sacrilege, ma bonne madame Despois. Quant à décider tout de suite si nous sommes là en présence d'un péché mortel ou d'un péché véniel, il faudrait consulter, me recueillir; je ne me rappelle pas d'avoir trouvé cet exemple-là dans mes livres de casuistique.

— Eh bien, monsieur le curé, je penche pour le péché véniel, léger et portatif.

— Au fait, madame, où trouvez-vous ces vieilleries que vous introduisez dans vos superbes portières et vos draperies ?

— Hum!... Je fus jadis à Paris chez les marchands de bric-à-brac. Ils ont de magnifiques brocards qui portaient nos grand-mères aux bals de la cour, d'autres étoffes encore...

— Ce Paris! s'écria le curé de campagne, on y trouve tout, tout!

Non, ce sont là des soupçons aussi gratuits qu'injurieux. Tout permet de croire que la France a fait un bon placement politique, les six cent mille souscripteurs français un bon placement financier et que tout le monde a été loyal en cette affaire. L'empire russe a des ressources immenses. Il a d'immenses territoires à défricher, d'immenses richesses latentes à mettre en valeur. C'est pour cela que la nation russe appartient encore à la catégorie de celles qui empruntent et non à la catégorie de celles qui prêtent. Mais son gouvernement s'engage à ne jamais prélever pour lui un impôt sur l'intérêt de l'argent qu'il doit à la confiance des prêteurs. Et aucune grande ville russe n'a encore semé de ruines le marché européen en laissant protester sa signature. On ne trouverait pas en Europe un capitaliste que sa confiance vis-à-vis de la Russie ait mis à mal. Et dans ces conditions, il ne paraît pas non plus admissible que les souscripteurs français aient fait un placement à fonds perdu.

Jusqu'à la dernière heure, la finance juive de tous les pays a fait à l'emprunt russe une guerre acharnée. A Paris même, elle a employé tous les trésors de sa rouerie. Elle a été moins heureuse que vis-à-vis de l'Union générale ou du Comptoir d'escompte. La presse allemande et une partie de la presse anglaise lui ont prêté le concours le plus empressé. C'est ainsi que la *Gazette de Francfort* publiait le jour même de la souscription une dépêche annonçant que cinq cents étudiants de Kiel — excusez du peu — venaient d'être arrêtés pour complot contre la vie du tsar. Ces efforts sont restés vains.

Nous avons raconté la visite inopinée de l'empereur allemand à l'exposition d'électricité de Francfort. Cet incident soulève une polémique assez piquante. Le président de l'exposition est M. Sonnemann, directeur de la *Frankfurter-Zeitung*, ancien député au Reichstag, l'un des chefs les plus en vue du parti démocratique allemand, ou *Volkspartei*. Son journal, relatant la visite du souverain, avait raconté qu'une fois celui-ci reconnu, M. Sonnemann s'était empressé de lui servir de guide et que Guillaume II l'avait, en le quittant, remercié de ses bons offices et félicité du succès de son exposition.

C'est un impudent mensonge, s'est écrié la *Kreuzzeitung*, organe du parti ultra-conservateur et féodal prussien. L'empereur n'a pas honoré, fut-ce d'un regard, ce « démocrate international ».

A quoi la *Gazette de Francfort* réplique : L'impudent mensonge est dans la *Kreuzzeitung*. Nous ne nous arrêterons pas aux pellicules de ces gens-là et ne voulons voir que la question de principe : Une ville considérable, appelée à la vie une entreprise d'utilité publique. Grâce au concours de tous, celle-ci réussit au delà de tout espoir. L'initiative privée célèbre un vrai triomphe et le monarque du pays profite de l'occasion qui s'offre à lui pour visiter cette entreprise et exprimer ses remerciements aux personnes qui l'ont conduite...

Le promoteur de l'affaire, qui y a consacré depuis deux ans toutes ses forces, appartient au parti démocratique. Nous ignorons jusqu'à quel point ses principes politiques ont influé secrètement sur le plan de l'exposition, son organisation financière et sur l'installation des machines. Mais une chose est sûre. Aussitôt qu'on a appris la visite du souverain, cette question s'est posée partout en ville et hors de ville : Comment l'empereur s'est-il comporté vis-à-vis de cet homme ?

Cela montre combien notre point de vue est mesquin. Une chose qui paraissait toute naturelle ailleurs, devient chez nous l'occasion d'une curiosité

— C'est égal, murmura la tante, je regrette que vous ne vous agenouillez pas sur mon coussin; je vous assure que cela le sanctifierait; il reviendrait ainsi à ses destinées premières...

Mais le curé n'entendit pas ces dernières paroles. Marthe rentra, portant le vin chaud qu'elle avait elle-même préparé et qui fumait d'une façon toute appétissante.

— Laissez-moi faire dire à Françoise, monsieur le curé, que vous dinerez ce soir avec nous. Il ne pleut plus, mais les chemins sont dans un triste état.

— C'est pour le coup, ma chère enfant, que je serais grondé! Les années ne mordent pas sur la vivacité de cette excellente personne, au contraire, et elle a une facilité de parole que bien souvent, lorsqu'il s'agit de mon sermon du dimanche, je lui envie. Elle me reprocherait de préférer le maigre du château à la soupe aux choux et à la limande qu'elle m'a annoncées. Puis elle est curieuse, Françoise, et je lui ai promis tous les détails que j'ai recueillis au sujet de l'assassinat de ce malheureux jeune homme.

— Quel assassinat ? dirent ensemble les trois femmes.

— Comment! vous ne savez pas ?...

— Non, nous ne savons rien du tout.

— Tiens! tiens!... Ce matin, à la première heure,

on a trouvé dans les bois, à la bifurcation du sentier qui descend d'un côté à la fontaine de Virginie, et de l'autre qui débouche sur la grand'route à Pennedepie, le corps d'un jeune officier, un M. Berton ou Bertrand, tué net d'un coup de revolver. La mort datait d'hier, dans l'après-midi, car son cheval avait été trouvé par des gens qui l'ont reconnu et ramené à Trouville, d'où, parait-il, le jeune homme était parti vers deux heures... Est-ce que vous le connaissiez ?

— S'écria le curé, en voyant les figures consternées de ses amies.

scandaleuse. Et on ne voit pas qu'on manque ainsi au respect dû au souverain.

Non seulement l'empereur est placé au-dessus des partis, mais il est aussi le premier gentleman de l'empire, et un gentleman n'est pas embarrassé pour entrer en relations avec des hommes dont il ne partage pas toutes les opinions. Il va sans dire que les chaudes félicitations que le souverain a, plusieurs fois, au cours de sa visite, exprimées au président de l'exposition électrique s'adressaient, non à M. Sonnemann, homme politique, mais au citoyen Sonnemann pour les services rendus dans une entreprise d'intérêt public. Il va de soi aussi que quand l'empereur a par deux fois serré la main de son guide, — oui, chère *Kreuzzeitung*, il lui a deux fois serré la main, — quand il l'a remercié amicalement de lui avoir servi de guide, — oui, chère *Kreuzzeitung*, il l'a remercié cordialement de lui avoir servi de guide! — Il n'a pas fait acte d'adhésion aux principes du parti démocratique. Les relations de M. Sonnemann avec la *Gazette de Francfort* nous ont fait un devoir de rendre compte avec une extrême réserve de la visite impériale. Mais si la *Kreuzzeitung* connaissait tous les détails de cet événement, si elle savait combien le premier gentleman de l'empire a été aimable pour le citoyen Sonnemann, président de l'exposition, elle croirait, bornée comme elle l'est par métier, que nous approchons de la fin du monde.

Certes l'affirmation de la *Kreuzzeitung* que l'empereur ne peut avoir été poli vis-à-vis du président de l'exposition qu'il visitait, parce que ce personnage appartient à l'opposition, est le symptôme d'un bien curieux état d'esprit. Mais n'est-il pas frappant aussi, l'enthousiasme lyrique avec lequel ce grand démocrate fait savoir au monde que la main de Guillaume II a par deux fois touché la sienne, qu'il a été remercié de ses soins et que même il ne dit pas tout. Que cache-t-il encore, juste ciel!

Equivoques.

Il y a deux courants parmi ceux qui adopteront demain le tarif douanier.

Les uns le considèrent comme un tarif de combat, qui ne sera jamais appliqué, mais dont les négociateurs du Conseil fédéral ont besoin pour la discussion des traités de commerce. — Nous avons sur ce point l'avis d'hommes compétents. Soit M. Geigy-Merian, président de la chambre de commerce de Bâle, soit M. le landammann Blumer, de Glaris, tous deux négociateurs des traités de commerce actuellement en vigueur et qui par conséquent parlent en connaissance de cause, déclarent que les exagérations du tarif nuiront plutôt qu'elles ne profiteront à la conclusion des traités futurs.

D'autres — et c'est le grand nombre parmi les meneurs de la campagne actuelle — considèrent le tarif comme un instrument de protection. S'il est adopté demain, ils s'armeront du vote du peuple pour combattre, dans l'Assemblée fédérale, la ratification des traités de commerce dans lesquels des concessions sur les chiffres du tarif devront nécessairement être faites.

Le tarif étant inutile comme instrument de combat et préjudiciable à la masse du peuple comme instrument de protection, nous le rejetterons demain.

Sur l'autre question, soumise celle-ci au peuple et aux cantons puisqu'il s'agit d'une révision de la constitution, même équivoque, même double courant parmi les partisans du monopole des billets de banque.

Les uns veulent que le monopole soit concédé à une banque centrale privée, indépen-

— Oui, murmura Marthe, oui; il était venu assez souvent nous voir, présenté par Robert d'Ance!

— C'est cela. Dès que la mort a été constatée, on est allé chez M. d'Ance, qui était sorti malgré le mauvais temps. Mais il est rentré avant le départ de ces messieurs. Il a semblé fort ému. Il avait, paraît-il, rendez-vous avec son ami à Trouville, pour aujourd'hui ou demain; la tempête l'avait décidé à remettre la partie. C'est lui qui a donné l'adresse d'un frère du capitaine, le seul parent qu'il lui connût et qui, depuis des années, était brouillé avec lui.

Edmée était tombée sur une chaise, toute blanche et tremblante. Elle murmura :

— Et moi qui l'attendais, qui lui en voulais d'avoir manqué à sa parole...

— Qui soupçonne-t-on ? demanda Marthe.

— Dame! on se perd en conjectures. L'enquête amènera peut-être quelque lumière sur cette affaire. Mais, l'endroit étant fort désert, le corps est resté près du sentier où il était tombé, toute la soirée et toute la nuit. Le malheureux aura eu le temps de fuir, après avoir volé sa victime; les poches étaient retournées, l'argent avait disparu, mais le meurtrier avait laissé la montre, une bague aussi, tout ce qui aurait pu le dénoncer. Il est bien loin, maintenant, soyez-en sûres. Notre bon pays si tranquille... cela va lui faire une mauvaise réputation, les étrangers hésiteront avant d'y louer une villa... Aussi, pourquoi ne pas prendre la grand'route tout simplement! Sur les routes, au moins, on est sûr de ne pas se faire assommer, et causer des ennuis à un tas de gens paisibles!

Marthe ne put s'empêcher de sourire, malgré le saisissement que lui causait cette lugubre nouvelle.

— Le capitaine professait le mépris le plus profond pour les routes départementales, il prenait toujours par les hauteurs boisées, s'y égarait parfois, mais grâce à son instinct topographique finissait par re-

dante de l'Etat, libre de toute influence politique et dont le capital soit un capital privé.

Les autres — et ce sont les instigateurs de la campagne actuelle, M. Joos, de Schaffhouse, et la société du Grütli — veulent une banque d'Etat, dont le crédit se confonde avec celui de l'Etat et qui soit un instrument entre les mains de l'Etat.

Si le monopole est voté demain, c'est la banque d'Etat qui l'emportera, et alors il sera trop tard pour s'y opposer. Déjà les partisans de la banque d'Etat ont fait préjuger la question en stipulant que les deux tiers des profits, d'ailleurs imaginaires, de la banque future, seront répartis aux cantons. Ce sont eux encore qui ont fait inscrire dans la constitution que la Confédération sera autorisée à émettre du papier-monnaie et à lui donner le cours forcé.

Comme les déficiences, d'ailleurs secondaires, de la législation actuelle sur les banques d'émission peuvent toutes être corrigées par une révision de la loi, ainsi que le proposait au début le Conseil fédéral; comme, d'autre part, la création d'une banque d'Etat ferait courir au crédit de la Suisse les plus grands dangers; comme enfin, nous ne voulons pas qu'on fasse du papier-monnaie et du cours forcé des institutions constitutionnelles de la République, nous rejetterons demain l'article 39 projeté.

Voilà, en deux mots, les motifs de notre double opposition.

Nous engageons tous les électeurs qui considèrent avec nous ces deux questions comme d'une très grande importance pour l'avenir de notre pays à voter demain par un double NON.

Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 16 octobre.

Une bonne rentrée. — Reprise à la Bourse. — Les succès de l'emprunt russe. — Mme et M. Balfour.

La presse est unanime à constater le calme parfait dans lequel s'est effectuée la rentrée parlementaire, ainsi que les excellentes dispositions avec lesquelles sont arrivés de province les sénateurs et les députés. Il faut cependant distinguer une nuance. Dans les feuilles républicaines on augure bien d'une session commencée sous de pareils auspices; d'autres, au contraire, semblent éprouver quelque dépit de l'absence de tout orage en perspective. C'est le cas en particulier de l'*Autorité*, qui parle des conditions « banales » et « vulgaires » dans lesquelles s'ouvre la session. Le parti de M. de Cassagnac n'a évidemment rien à gagner à ce que le travail législatif ne soit pas troublé.

Le premier effet des dispositions conciliantes de nos législateurs a été le retrait presque général des interpellations annoncées à la Chambre. Celle-ci a donc pu s'ajourner tranquillement à lundi, pour commencer la discussion du budget. Au Sénat, par contre, M. Dide entend maintenir son interpellation sur le pécuniel clérical, malgré la désapprobation assez générale que cette intention a soulevée. Il y aura donc au Luxembourg un de ces débats qui mettent en cause toute la politique générale et dont les conséquences peuvent être sérieuses. Si l'on ne s'en préoccupe guère, c'est que l'élément radical n'est pas suffisant au Sénat pour profiter de l'occasion offerte de créer des embarras au ministère.

La rentrée des Chambres a coïncidé avec une

trouver son chemin. C'était un violent — il a trouvé une mort violente — le malheureux garçon!

— Hélas! fit le bon prêtre, une mort subite, sans préparation pieuse, comme c'est triste! On dit que cela a dû être instantané; le misérable, quel qu'il soit, avait bien visé.

IX

Le mauvais temps dura près de deux semaines, avec de rares éclaircies seulement. Les bonnes résolutions d'Edmée se maintinrent d'une façon étonnante; elle broda en s'appliquant comme une petite fille très sage; Mme Despois lui apprit à jouer au piquet et elle se découvrit des instincts de jeunesse; elle fit même un peu de lecture, mais les livres la passionnaient rarement. Sa belle humeur résista à la pluie, aux journées longues et froides; seulement, le soir, elle avait vite sommeil et se couchait de bonne heure.

Ce fut Marthe qui sembla subir le contre-coup de la pluie. Elle ne tenait pas en place, se trouvait beaucoup de besogne de ménagère et se fatiguait à plaisir; puis elle restait des heures immobile, faisant semblant de lire et ne tournant pas une page. Sa tendresse pour sa sœur, cependant, semblait plutôt augmenter que diminuer et prenait un caractère passionné qui frappa beaucoup sa tante.

Dans la réclusion forcée des châtelaines, les bruits du dehors arrivaient cependant. Dans tout le pays on ne parlait que du crime mystérieux. L'enquête ne produisait aucun résultat. On arrêta quelques vagabonds, qu'il fallut bien relâcher, faute de preuve. On interrogea toutes les personnes ayant connu un peu intimement le capitaine. M. Levasseur eurent, elles aussi, à subir une espèce d'interrogatoire. On prétendait ouvertement que le malheureux jeune homme avait été amoureux fou de la cadette, et qu'il disait à qui voulait l'entendre qu'il l'épouserait en dépit de toutes les

journée de reprise à la Bourse. C'est là un fait exceptionnel, que la situation politique favorable ne suffirait pas à expliquer. C'était hier le jour officiel de la souscription à l'emprunt russe. Les établissements financiers intéressés à la réussite ont repris l'offensive contre les vendeurs à découvert. On a renouvelé le jeu de l'escompte, en demandant par anticipation une somme assez importante de rentes françaises, et toute la cote s'est immédiatement ressentie de cette manœuvre.

Reste à voir si la hausse subsistera après l'événement qui l'a rendue nécessaire. L'emprunt russe a été, dit-on, souscrit plus de sept fois. A lui seul, le Crédit Lyonnais a demandé pour sa clientèle plus d'obligations qu'il n'y en avait à émettre. Le Crédit Foncier en a souscrit le double. Les souscriptions seront fortement réduites, d'autant qu'il y a eu un très grand nombre de demandes d'unité. En dépit de la lutte acharnée qui s'est produite, l'opération de l'emprunt est donc un très grand succès.

On s'est préoccupé ces jours de savoir ce que feraient les filles du général Boulanger, en présence du testament de leur père, qui les désheirait en faveur de Mlle Griffith. Le *Figaro* prétendait savoir qu'un procès allait être engagé, ce qui n'est guère possible par les raisons suivantes. M. Boulanger savait fort bien qu'en attribuant toute sa succession à sa nièce, il dépassait le droit que lui accordait la loi. Aussi a-t-il pris soin, tout en enjoignant à ses filles de respecter sa volonté, de statuer qu'en cas de réclamation de leur part, le legs universel de Mlle Griffith serait réduit à la quotité disponible. La question de droit est trop claire pour qu'il puisse y avoir procès.

L'*Intransigeant* a démenti la nouvelle du *Figaro*, en ajoutant que le légataire du général n'a encore reçu ni assignation, ni sommation, ni papier timbré quelconque. D'autre part, la *Dépêche tunisienne*, dont l'intervention dans ce débat s'explique par le fait que le capitaine Driant réside en Tunisie, déclare absolument faux le bruit d'après lequel les enfants du général Boulanger auraient l'intention de revendiquer une part quelconque de l'héritage. Le capitaine Driant a seulement demandé que les épées, épaulettes, décorations et insignes militaires, lui fussent remis.

Mme Boulanger et sa fille vont quitter sous peu la France, pour aller rejoindre en Afrique M. et Mme Driant.

NOUVELLES POLITIQUES

— Le *Daily-News* apprend que lord Salisbury a offert définitivement à M. Balfour le poste de leader de la Chambre des communes, ainsi que celui de premier lord de la trésorerie.

Si M. Balfour accepte, il sera remplacé comme secrétaire en chef du lord-lieutenant d'Irlande par M. Jackson, actuellement secrétaire financier du Trésor, et non par M. Ritchie, comme on l'avait dit auparavant.

Le *Standard*, de son côté, se dit en mesure d'annoncer qu'il a été décidé que M. Balfour prendra la succession de M. Smith, comme leader de la Chambre des communes.

M. Goschen, à Cambridge, et sir Michael Hicks Beach, à Stockton, avaient eux-mêmes soutenus la candidature de M. A.-J. Balfour à la succession de M. Smith et déclinaient d'avance pour leur part toute invitation que lord Salisbury eût pu leur adresser.

— La *Chronique*, de Bruxelles, donne la curieuse explication suivante des raisons qui ont déterminé le roi Léopold à inspirer à M. Buis les discours de Mar-seille :

résistances. Marthe répondit pour sa sœur, très intimidée de voir ainsi ses coquetteries discutées publiquement, que le capitaine Bertrand était venu au château au même titre que beaucoup d'autres invités, que s'il avait eu quelques intentions pour l'avenir il n'aurait du moins fait aucune demande, aucune déclaration; que ses visites au château n'avaient jamais été assez fréquentes ni assez prolongées pour que sa sœur vit en lui un prétendant.

Robert d'Ance, de son côté, ne put rien fournir de bien intéressant à l'instruction de l'affaire. Chaque fois qu'on l'interrogeait à ce sujet, il semblait irrité, mal à son aise, en nuyé surtout de se trouver, à cause de son ancienne intimité avec la victime, mêlé à toute cette lugubre histoire. Un domestique de Mme Robinson déposa qu'il avait entendu, au moment où il allait chercher les restes du déjeuner à la fontaine de Virginie, des éclats de voix, une querelle entre M. le baron d'Ance et le capitaine. Robert, questionné à ce sujet, avoua qu'il y avait, en effet, eu un commencement d'altercation, mais que cela avait été si peu sérieux qu'il avait donné rendez-vous au capitaine pour le vendredi ou le samedi suivant à Trouville. Ceci fut confirmé par une connaissance de Bertrand à qui celui-ci en avait dit un mot. D'autre part, avec le jeune officier, violent et personnel au possible, les éclats de voix étaient tellement habituels que l'on finissait par attacher peu d'importance à ses querelles, ou commencement de querelles.

Puis l'enquête languit. Le frère du capitaine était venu réclamer le corps, il hérita de la fortune, modeste du reste; les journaux cessèrent bientôt de parler de l'affaire. Il sembla évident à tous que quelque rumeur avait profité de la solitude absolue de l'endroit pour assassiner et voler l'officier, puis avait eu le temps de disparaître.

(A suivre.)

« Le roi Léopold se serait décidé à intervenir à la suite d'un rapport adressé au ministre de la guerre par le général Brewer, qui avait été désigné par le gouvernement belge pour assister aux dernières grandes manœuvres de l'armée française dans l'Est; contrairement à ce qui s'était toujours passé, ce général aurait été accueilli par les délégués français avec une froideur marquée, à peu près comme les envoyés de l'empereur d'Allemagne. A son retour en Belgique, il adressa un rapport, dans lequel il attribuait, non sans apparence de raison, la réserve des officiers français à son égard à la mauvaise impression qu'avait faite certains articles de la presse française. Ce rapport, communiqué au roi, eut le résultat que l'on sait. »

— Le comte d'Arco-Valley, ministre plénipotentiaire d'Allemagne aux Etats-Unis, est mort subitement, la nuit dernière, dans la clinique du docteur Bergmann, à Berlin, à la suite d'une grave opération.

Le comte d'Arco-Valley était né en 1845, à Munich. Il avait été attaché, comme secrétaire, aux ambassades allemandes à Vienne, à Madrid, à Paris et à Londres; comme conseiller aux ambassades allemandes à Bruxelles et à Rome. En 1888, il avait été envoyé aux Etats-Unis.

Il était parent du comte d'Arco, qui est à l'ambassade de Paris.

— On mande de Vienne au *Journal des Débats*: « Un ouvrier forgeron vient de découvrir, près de Reichenberg, sous les traverses de la charpente du pont qui se trouve entre l'usine Liebig et Reichenberg, une caisse contenant une bombe et une cartouche de dynamite; à côté de deux autres cartouches de dynamite. On ne sait quand, ni à quelle occasion, il devait être fait usage de ces engins; on n'a trouvé jusqu'ici aucun indice de nature à mettre sur la piste des coupables. »

Cette nouvelle a produit ici une profonde sensation. Vous savez qu'on n'a pas encore pu mettre la main sur les auteurs de l'attentat de Rosenhüt; on ne doute plus maintenant que ce soient des anarchistes, de même que l'on est persuadé que l'on se trouve aujourd'hui en présence d'une nouvelle manifestation des anarchistes de Reichenberg. On se demande où s'arrêteront ces manifestations et si une catastrophe ne surviendra pas prochainement. L'impuissance de la police dans ces sortes d'affaires cause de vives inquiétudes. »

— Deux frégates russes vont arriver à Brest. On leur prépare une réception solennelle.

— Il y aura une grande cérémonie à Potsdam dimanche prochain. Le sarcophage de l'empereur Frédéric, qui se trouve dans un mausolée voisin de la Friedenskirche, sera découvert. Le sarcophage, très lourd, pesant plus de 10,000 kilos, est d'un seul bloc de marbre blanc. Il est arrivé, il y a environ quinze jours, de Carrare. Sur le couvercle, l'empereur est représenté couché, revêtu de l'uniforme de cuirassier et portant la chaîne de l'ordre de l'Aigle-Noir. Son épée, recouverte du rameau de la paix, est placée à sa gauche. Le manteau du couronnement recouvre les pieds, et deux aigles, aux ailes déployées, veillent à la tête.

Un incident parlementaire rare.

Vienne, 15 octobre. La Chambre des députés a consacré sa séance d'aujourd'hui à la discussion d'une affaire sans précédent. Avant-hier, lors du scrutin pour l'élection d'un membre d'une commission, le député antisémite Schneider, fameux par son audace et ses extravagances, ses adversaires disent par son impudence, a essayé de falsifier quelques-uns des bulletins de vote distribués en remplaçant le nom d'un député libéral par celui d'un antisémite. Ce procédé inqualifiable ayant été découvert, une indignation des plus violentes s'éleva dans la Chambre. Le président manda M. Schneider devant le bureau de la Chambre; il fut établi que quatre bulletins de vote de députés absents avaient été falsifiés de la manière que je viens de vous indiquer.

A l'ouverture de la séance d'aujourd'hui, le président a exposé les faits. Il a déclaré ensuite qu'il n'avait pas qualité pour intervenir autrement, car le règlement de la Chambre ne contenait aucune pénalité contre un acte de cette nature, impossible d'ailleurs à prévoir, et qui se présente pour la première fois depuis l'introduction du régime parlementaire en Autriche. Il a ajouté qu'il se contentait en conséquence de flétrir cet acte qui portait en lui-même sa condamnation, et qu'il regretta de n'avoir pas à sa disposition un moyen de répression plus énergique. Des applaudissements presque unanimes ont accueilli ces paroles.

M. Schneider a répondu, avec son aplomb ordinaire, en donnant sur sa conduite des explications fantaisistes. Il a terminé en se répandant en récriminations contre la Chambre. Après une discussion que les antisémites ont essayé de rendre aussi tumultueuse que possible, on a adopté, par 159 voix contre 9, une proposition de M. de Plener, portant que la Chambre adhérerait au blâme formulé par le président contre M. Schneider. Les jeunes tchèques et le prince Liechtenstein se sont abstenus.

INFORMATIONS DIVERSES

— L'emprunt russe portait sur une émission d'un million d'obligations. Il en a été demandé 7,475,000 ainsi réparties:

Le Crédit Foncier de France	2,350,000
Le Crédit Lyonnais	1,415,000
Le Comptoir d'Escompte	564,000
La Banque de Dépôts et Comptes-Courants	335,000
M.M. Hoskier & Cie	331,000
Le Crédit industriel	307,000
La Banque d'Escompte	252,000
La Société générale	241,000
Russie	218,000
Hope & Cie (Hollande)	58,000
Hambro & Cie (Angleterre)	13,000
Copenhague	6,000

Total des obligations souscrites . . . 7,475,000

— Le *Temps* a reçu de Cahors (Lot) la dépêche suivante:

« Les habitants de Murat, commune de Lamoignon-Cassel, viennent de se convertir en masse à la religion protestante parce que l'évêque de Cahors leur avait refusé la célébration d'une deuxième messe dans leur église le dimanche. »

— L'accueil fait par une centaine d'auditeurs à M. Gardiol, pasteur de Concores, a été enthousiaste. »

— D'après des avis reçus de Syrie le choléra augmente à Damas.

Le cordon sanitaire qui a été établi autour de la ville d'été inefficace, on a établi à Beyrouth et à Jaffa une quarantaine de dix jours pour les personnes arrivant de Damas.

CONFÉDÉRATION SUISSE

Le tarif douanier.

Zürich, 16 octobre. Ce qu'il y a d'admirable chez nos Confédérés, c'est la façon dont ils entendent les affaires. Quand ils se sont mis en tête d'en faire réussir une, ils y mettent un entrain et un ensemble qui étonnent. Voilà par exemple ces Zurichois qui ont le bonheur de posséder trois ou quatre partis politiques, et qui marchent rarement de conserve: ils se sont convaincus — la chose n'était pas difficile — que les tarifs protectionnistes protégeraient surtout leur industrie; et depuis quinze jours leur presse entière — la *Zürcher Post* et le *Gratulaner* exceptés — même en faveur de ces bienheureux tarifs la campagne la plus échevelée qui se puisse imaginer. Il ne paraît pas douteux que ces efforts n'aboutissent à donner ici à la loi un appoint de *oui* plus fort que partout ailleurs.

Cette ardeur devrait nous rendre déçus. Comment, si ces marchands et si ces fabricants énergiques de la Suisse allemande ont tant d'intérêt à faire voter les majorations, aurions-nous un intérêt égal à les voter avec eux? Dans cette affaire — puisque c'en est une pour eux — il faudra que quelqu'un paye; qui payera?

Une proclamation répandue ici à profusion, et au pied de laquelle on trouve entre autres le nom de l'honorable M. Viquerat, conseiller d'Etat du canton de Vaud, nous dit bien que ce seront surtout les consommateurs aisés; mais on ne cherche pas à nous cacher que les autres aussi seront atteints. Voilà le petit cultivateur et l'ouvrier avertis.

Il se seront plus complètement encore s'ils comparent la situation faite par le tarif aux agriculteurs qu'on dit protégés, avec celle qu'ont su se créer les industriels de ce canton. Zurich a toujours exercé l'industrie du coton comme une industrie nationale; avant 1798, c'était même la seule dont la ville ne se fût pas réservée le monopole, en sorte que dans le canton entier elle était généralement répandue. Aujourd'hui, elle a atteint un haut degré de développement: le coton n'est plus seulement filé et tissé, on l'imprime et on le teint sur place; maint Zurichois actif et habile s'est acquis dans ces diverses branches d'activité une fortune considérable et une renommée européenne, comme ce Henri Kunz qu'on avait surnommé le « roi des filateurs ». Il en est de même pour les tissus de laine et maille qui se fabriquent surtout à Wädenswil et s'exportent partout. De même aussi pour la fabrication des soies et demi-soies qui, en 1881 encore, occupait plus de 30,000 métiers; mais nous laissons de côté cette industrie, que les nouveaux tarifs protègent d'ailleurs d'une façon écrasante, pour considérer seulement celles qui intéressent le petit consommateur.

Si maintenant nous parcourons les colonnes des nouveaux tarifs, nous avons vite la clef de l'enthousiasme qu'ils excitent ici: tisseurs, filateurs, marchands de confections y trouvent tous leur compte: les tissus de laine venant de l'étranger sont taxés 120 fr. les 100 kilos, les confections de coton 120 fr., les confections de laine et mi-laine 180 fr. et le reste à l'avenant. Ces augmentations de 100 0/0 ou de 350 0/0 sur le précédent tarif frappant des objets de première nécessité, travaillés par de gros fabricants qui n'ont nul besoin de « protection » n'auront d'autre effet que de délivrer ceux-ci de la concurrence étrangère dont bénéficie le consommateur et de les rendre maîtres du marché intérieur sans contreparties.

Je ne discute pas le tarif: je me borne à relever les raisons pour lesquelles, à Zurich, on désire si ardemment nous l'imposer, à nous qui ne travaillons ni cotons, ni laines, et j'admire l'énergie et l'habileté des gros fabricants qui sont ici à la tête des partisans du tarif. Ce sont tous des hommes d'affaires, qui ne raisonnent pas individualisme ou socialisme, protection ou libre-échange, mais qui connaissent leurs intérêts et savent les défendre. On les a bien par ci par là gênés au moyen de lois plus ou moins « sociales »; ils n'ont pas boudé longtemps, et aujourd'hui ils se donnent beaucoup de peine pour prendre une petite revanche, peu importe aux dépens de qui. Ils ont su s'allier aux gros éleveurs de bétail des petits cantons et de St-Gall, qui sont comme eux des entrepreneurs en grand, que ne préoccupe pas le renchérissement du saindoux (augmentation prévue 82,000 fr.), ni celui de la « mercerie, quincaillerie commune » (augmentation 357,000 fr.), ni celui des « chaussures grossières » (augmentation 90,000 fr.); de la sorte ils se sont donné l'air de protéger aussi l'agriculteur, et ils réussiront sans doute à gagner des voix dans la campagne. Il faut pourtant songer à tout; et l'on se demande quel avantage peut bien avoir le parti campagnard à entraver l'entrée des bœufs étrangers, tandis que d'autre part on l'expose à payer plus cher les marchandises de première nécessité qui se fabriquent dans le pays.

Les lois fédérales.

Genève, le 16 octobre. L'assemblée populaire convoquée, par les deux partis en vue du rejet des lois fédérales soumises à la votation populaire de dimanche a eu lieu hier, au Bâtiment électoral.

M. W. SERMENT, qui présidait, a introduit le sujet. Il a protesté contre les accusations de particularisme qu'on lance en Suisse contre le canton de Genève; la preuve du contraire a été fournie encore récemment par le vote sur les pensions des fonctionnaires. C'est aux chefs du mouvement protectionniste qu'on pourrait adresser le reproche de travailler pour des intérêts personnels.

Les deux partis sont entièrement d'accord. Leurs représentants à Genève ont défendu avec une égale énergie les idées libérales dans la question des banques aussi bien que dans celle des tarifs. A Genève, on est peut-être mieux placé qu'ailleurs pour prévoir les résultats funestes des deux lois fédérales: voter *non*, ce n'est pas seulement défendre les intérêts du

canton, mais servir ceux de la Confédération.

M. DUBOIS, conseiller national, a spécialement examiné la question du monopole des billets de banque. Ce nouveau monopole qu'on nous propose sera au détriment de tous ceux qui ont besoin du crédit public; c'est à leurs dépens que s'enrichira la caisse fédérale. L'orateur fait en quelques mots l'histoire de la question. Les banques d'émission genevoises n'ont jamais prêté le flanc à aucune critique sérieuse; elles ont rendu d'immenses services, surtout aux époques de crise, comme en 1870. Il n'en a pas été de même dans tous les cantons. La députation genevoise a donc reconnu que le système actuel pouvait être amélioré: elle s'est ralliée au système d'une banque fédérale par actions, tel qu'il a été adopté par tous les grands Etats d'Europe, sauf la Russie.

Grâce à l'équivoque créée par l'article 39, accordant aux cantons les deux tiers des bénéfices, la loi présentée institue en fait la banque d'Etat. Si l'on veut réaliser les bénéfices prévus, il faudra que le taux du crédit soit augmenté au préjudice de tous les emprunteurs.

Nos banques de Genève nous paient 75,000 francs d'impôt que nous perdrons. Pour que la répartition atteigne ce chiffre, il faudrait que la Banque fédérale fit un bénéfice de 10 pour cent; or l'expérience prouve que les banques d'émission existantes ne peuvent pas distribuer plus de 4 à 5 0/0 à leurs actionnaires. Elles ne gagnent qu'un demi pour cent sur leur émission. Voilà ce qu'on cache aux ouvriers en leur promettant une pluie de manne fédérale. Le taux fédéral du papier sera nécessairement majoré dans les places de commerce, lesquelles seront sacrifiées.

Les deux projets doivent être rejetés parce qu'ils sont des entraves sur la voie du progrès économique; on retrouvera dimanche dans l'urne les bulletins des 12,000 électeurs qui ont signé la demande de referendum.

M. LACHENAL, président du Conseil national, a combattu dans une brillante improvisation les doctrines protectionnistes qui ont abouti au tarif des douanes. La Suisse importe pour 900 millions de francs et n'exporte que pour 700 millions, un tiers des importations consistent en denrées alimentaires. Imposer ces produits-là, c'est donc bien affamer la classe pauvre. En renchérisant la vie on augmente le prix de revient des produits de la fabrique suisse; les promesses d'une augmentation de salaire sont un piège grossier. Les gros fabricants et les gros propriétaires fonciers profiteront seuls de la protection des tarifs, non l'ouvrier et le petit agriculteur.

Notre pays est en proie à un triste fléau, celui de l'émigration; on va doubler peut-être le nombre de ces malheureux que la misère chasse de leur pays. L'avenir est au libre échange, conforme à nos idées républicaines. Organiser pour un petit pays tel que le nôtre une sorte de blocus continental est une pure folie. Le peuple suisse le comprendra. Les masses ouvrières et agricoles déjoueront les calculs de ceux qui les aveuglent et les mènent à leur perte.

L'orateur espère que pour le bien de la patrie suisses les deux lois seront rejetées.

M. FAVON, conseiller national, a appuyé sur l'accord des deux partis en vue de la votation de dimanche. La perte qu'on nous impose est certaine, la compensation problématique. L'orateur n'est pas adversaire en principe des monopoles, il en est de légitime; tel que le monopole du tabac. Celui qu'on nous propose sur les billets de banque n'a pas pour but l'intérêt du grand nombre, mais les bénéfices à réaliser par les cantons et la Confédération. Une réforme semblable est un moyen de fiscalité contraire à l'intérêt général. Quand nous aurons rejeté cette loi hybride, la question restera ouverte à l'initiative populaire. Le vote des Chambres a été surpris par une manœuvre parlementaire et acheté par un marché avec les petits cantons. Le seul résultat atteint sera d'améliorer les finances de quelques cantons en renchérisant aux dépens de tous le prix de l'argent. Le peuple genevois ne se prêterait pas à un semblable calcul, il ratifierait l'attitude qu'ont pris ses représentants aux Chambres fédérales.

En levant la séance, M. William Serment a rendu hommage à la Ligue contre le renchérissement de la vie qui a bien mérité de la patrie suisse. Tous les orateurs ont été chaleureusement applaudis. On peut prévoir que dimanche Genève jettera dans la balance du côté des *non* le poids d'un vote compacte.

Une rectification officielle.

Berne, 16 octobre.

Vous avez publié, il y a trois jours, une dépêche de Bellinzona donnant la clef de la fameuse violation de frontières du val Bedretto. Le bulletin du Conseil fédéral confirme aujourd'hui les explications que vous avez données:

Au commencement de septembre dernier, dit-il, divers journaux suisses et étrangers publièrent la nouvelle que des soldats italiens — on allait jusqu'à parler de tout un bataillon d'« alpins » — s'étaient rendus coupables d'une grave violation de frontière en pénétrant — avec armes et bagages, par le col de St-Giacomo, dans le Val Bedretto jusqu'à Villa; quelques officiers se seraient même avancés jusqu'au pied du fort Fondo del Bosco.

Des actes de l'enquête ouverte par le Conseil d'Etat du Tessin, à la demande du département fédéral des affaires étrangères, il résulte, jusqu'à la dernière évidence, que les bruits en question sont dénués de tout fondement. En effet, malgré les recherches les plus minutieuses, il n'a pu être découvert aucun indice que des troupes italiennes aient pénétré dans le Val Bedretto, ni à l'époque indiquée, ni avant ou après. Il est à noter que le passage de troupes italiennes aurait forcément dû être remarqué, vu que le sentier descendant du col St-Giacomo au Val Bedretto passe entre les chalets des pâturages du Val Formazza, chalets habités tout l'été.

Or, les habitants de ces chalets ont été unanimes à déposer qu'ils n'avaient, au courant de l'été dernier, vu que deux fois des soldats dans leurs régions.

La première fois, le 4 juillet dernier, il s'agissait d'un officier tessinois, accompagné de quelques soldats également tessinois, qui venaient du col St-Gia-

como; la deuxième fois, le 25 juillet, où un détachement de sapeurs fédéraux, composé de 4 officiers, 35 soldats et 9 chevaux, sous le commandement du lieutenant-colonel Tcharner, et ayant passé le Nufenen, descendait dans le Val Bedretto pour arriver à Airolo, ce même 25 juillet, à 4 heures de l'après-midi. C'est ce détachement, et non pas un bataillon d'« alpins » italiens, qui fit une halte de quelques heures dans la petite forêt située sur la rive gauche du Tessin, entre All'Equa et Ronco.

Ces renseignements, dont la précision ne laisse rien à désirer, sont encore corroborés par une déclaration authentique nous venant de Rome, d'après laquelle il n'y a plus eu, depuis le 2 juillet dernier, sur la frontière italo-suisse, aucune troupe alpine italienne, ces troupes ayant toutes été envoyées, à la date indiquée, dans les vallées du Piémont, pour y prendre part aux grandes manœuvres italiennes.

Achat du Central.

Berne, 16 octobre.

Ensuite de la publication dans la *Feuille fédérale* du 1^{er} juillet dernier, de l'arrêté fédéral du 25 juin 1891, concernant l'achat du chemin de fer Central suisse, il est parvenu à l'autorité fédérale, jusqu'à l'expiration du délai légal d'opposition, soit jusqu'au 29 septembre écoulé, des demandes de referendum venant de tous les cantons. Après vérification on a trouvé 91,698 signatures valables et 1221 signatures non valables, soit en tout 92,919 signatures. Celles-ci se répartissent comme suit entre les cantons.

	Signatures valables	Signatures non valables	Nombre de citoyens	Nombre de communes
Zürich	11,253	121	80,817	140
Berne	8,539	22	112,349	76
Lucerne	8,105	22	30,382	26,5
Uri	890	97	4,178	21,1
Schwytz	893	42	12,100	8,2
Obwalden	745	18	8,643	20,5
Nidwalden	857	18	2,933	18,2
Glaris	243	2	8,276	3,0
Zoug	747	25	5,746	13,0
Fribourg	10,559	201	28,738	36,8
Soleure	1,041	4	18,874	5,7
Bâle-Ville	1,787	1	12,450	14,3
Bâle-Campagne	698	—	11,516	6,1
Schaffhouse	1,992	25	8,128	24,5
Appenzel (Rh.-Ext.)	305	—	12,314	2,5
Appenzel (Rh.-Int.)	41	—	8,111	1,3
St-Gall	709	6	51,639	1,4
Grisons	4,329	23	21,365	19,8
Argovie	3,890	26	39,476	8,6
Thurgovie	625	13	24,030	2,2
Tessin	3,417	48	29,500	11,6
Vaud	21,781	205	61,253	35,6
Valais	5,237	274	27,414	19,1
Neuchâtel	3,125	11	25,407	8,4
Genève	2,484	24	18,909	13,1
Suisse	91,698	1221	618,792	14,0

La votation populaire est fixée au 6 décembre.

Histoire nationale. — A la demande de la Société d'histoire de la Suisse romande, le Conseil d'Etat du Valais a décidé de lui accorder un subside de 1500 francs pour continuer la publication des documents relatifs à l'histoire du Valais, à la condition expresse que la Confédération alloue une subvention de même valeur et que la publication comprenne tous les documents qui doivent former les trois derniers volumes des cinq préparés par M. l'abbé Gremaud.

Consulats. — Le Conseil fédéral a accordé à M. Victor Tobler, de Saint-Gall, consul suisse à Messine, la démission de ses fonctions, qu'il a sollicitée pour des raisons de santé, et il lui a exprimé, en même temps, ses remerciements pour les services rendus. Le Conseil fédéral a décidé en outre, de ne pas donner de successeur à M. Tobler, de supprimer le consulat de Messine et de réunir toute la Sicile en un seul arrondissement consulaire suisse sous la direction du consulat de Palerme.

Recours. — Le Conseil fédéral a écarté comme non fondé le recours du nommé Ferdinand Germain, d'Arce, province de Caserte (Italie), typographe à Lausanne, contre l'arrêté d'expulsion prononcé contre lui par le Conseil d'Etat du canton de Vaud.

Budget. — Le Conseil fédéral adresse aux journaux le communiqué suivant:

« Divers journaux rapportent que le Conseil fédéral ou son département des finances et des péages a publié le projet de budget pour 1892, et ils voient dans cette circonstance l'intention d'exercer une pression sur la votation de dimanche prochain concernant le nouveau tarif des douanes. »

Il y a lieu de constater à ce propos que le projet de budget a été soumis cette année au Conseil fédéral à la même époque que précédemment et que, si quoi que ce soit a été publié à ce sujet, cette publication n'a eu lieu ni sur l'ordre, ni à la connaissance, soit du Conseil fédéral, soit de son département des finances.

Poursuites. — Le Conseil fédéral a désigné le personnel du « Conseil » et du « Bureau » pour la poursuite pour dettes et la faillite dont nous avons indiqué hier l'organisation.

1^{er} Conseil de la poursuite pour dettes et de la faillite: 1^{er} membre, M. Hermann Lienhard, conseiller d'Etat et député au Conseil des Etats, à Berne; — 2^e membre, M. le Dr Louis de Salis, professeur de droit, à Bâle; — 1^{er} suppléant, M. Alexandre Reichel, avocat, professeur de droit, à Berne; — 2^e suppléant, M. Jacques-Ulrich Bachmann, conseiller d'Etat et conseiller national, à Frauenfeld.

2^e Bureau: Directeur, M. le Dr A. Brustlein, de Bâle, fonctionnaire du Département de justice et police; G. Borle, commis au dit Département.

Légation. — Le Conseil fédéral a nommé M. Ch. Tavel, de Payerne, actuellement secrétaire de légation à Berlin, aux fonctions de secrétaire de la légation suisse à Washington.

Postes. — Le Conseil fédéral a nommé chef de service au bureau des postes à Chiasso, M. Emilio Pessina, de Balerna (Tessin), commis de poste à Chiasso, et commis de poste à Chiasso, M. Rainoni, de Lugano, aspirant postal à Locarno, et M. Fraustiola, de Dalpa, aspirant postal à Chiasso.

NOUVELLES DES CANTONS

VALAIS. — On lit dans la *Nouvelle Gazette du Valais*:

« D'après des informations que nous avons tout lieu de croire exactes, la version d'après laquelle les voies de fait commises sur la personne de M. l'ingénieur Busset seraient en corrélation avec les sentiments de méfiance nourris par la population de la vallée contre l'administration et les employés de la ligne Viège-Zermatt, est absolument sans fondement. »

Le différend Busset-Lochmatter a un caractère tout à fait personnel. La population toute entière, y compris les maîtres d'hôtel, se montre très peinée des brutalités commises sur la personne de M. l'ingénieur Busset, et manifeste ouvertement son indignation contre les auteurs de cette lâche agression. »

— M. François Dumoulin, député au Grand Conseil est décédé à Savise mercredi 14 octobre, à l'âge

de 55 ans. Le défunt était connu dans tout le Valais comme avocat et homme politique. Il siégeait au Grand Conseil depuis de longues années, sur les bancs de la majorité, comme représentant du district de Sion.

— Jeudi a été enterré à St-Gingolph, au milieu d'une affluence considérable de parents et d'amis venus de toutes les parties du canton et du dehors, M. Benjamin Derivaz, député au Grand Conseil. La perte de cet homme aimable et intelligent est regrettée de tous ceux qui ont eu l'occasion d'apprécier son mérite et ses qualités.

CANTON DE VAUD

St-Sulpice. — La Société pour la restauration de l'église romane de St-Sulpice s'est réunie, dans le temple de ce village, le 21 septembre. Le temps était pluvieux, ce qui a empêché bien des personnes de s'y rendre. M. de Geymuller, architecte, a fait aux assistants une petite conférence sur l'architecture romane.

Pendant le dernier exercice, le capital de la société s'est augmenté de 1699 fr. et s'élève aujourd'hui à 3971 fr. 40. Dans les recettes, figure un subside de l'Etat de 500 fr. et la contribution annuelle de la commune de 400 fr. Les sociétaires et quelques donateurs ont donné 799 fr. Avant d'entreprendre la restauration, il faudra encore travailler, pendant quelques années, à augmenter le fonds social.

LAUSANNE

Ecole de Beaulieu. — M. Henri-Louis Regamey, précédemment infirmier au lazaret du Moulin-Creux, a été nommé concierge de l'école de Beaulieu.

Théâtre. — On a pu, jeudi, apprécier la troupe de M. Scheler dans la comédie; demain on la verra dans le drame. La *Porteuse de pain* retrouvera sans doute le succès qu'elle a eu déjà plusieurs fois à Lausanne.

Jeudi, Nos bons villageois, de Sardon.

BEAUX-ARTS

L'exposition vaudoise des beaux-arts.

IV

Des œuvres comme celle de M. de Palézieux tiennent à la fois du genre et du paysage. L'élément prépondérant y est bien cependant le paysage. Supprimez-en la figure, et vous n'enlevez rien — ou presque rien — à l'intérêt du tableau. La figure, l'être animé, c'est le thème sur lequel brodent le ciel, la mer et la terre, l'absorbant dans le développement symphonique de leurs modulations.

Or c'est ainsi que je conçois la peinture de paysage, que je conçois la nature elle-même dans son rapport à l'homme: elle est l'expression réflexe et concrète de sentiments ou de sensations qui nous sont propres.

Toute la poésie de la nature est en l'homme: elle n'existe pas pour qui ne la sent pas. Elle peut exciter des impressions, évoquer des souvenirs ou des désirs, faire sourdre l'idée; mais elle ne partage point les émotions qu'elle produit; elle est comme un foyer qui ne se chauffe pas de ses propres flammes. Quand l'homme célèbre la nature, c'est lui-même qui vibre et lui-même qu'il chante.

Cela donne-t-il raison aux peintres de paysage qui prétendent indifférent le choix du motif? Théorie purement spéculative! Le paysagiste, l'artiste, ne peut créer; il ne peut qu'inventer, c'est-à-dire s'ingérer dans la matière, mettre quelque chose de soi dans ce qui est en dehors de soi. Des lors, tout ce qui frappe ses yeux n'étant pas également propre à exprimer ce qui est en lui, il doit chercher et choisir ce qui correspond le mieux à cette expression.

Quoi qu'il en soit, il est évident que si nous nous contentons pas de la ressemblance dans un portrait, qui est l'image d'un être vivant, capable de penser et d'agir, nous ne nous en contenterons pas non plus dans la représentation de la nature, c'est-à-dire d'un spectacle qui n'a d'autre intérêt que celui que nous lui prêtons.

Là encore, la plus que partout ailleurs, l'artiste doit se donner, se livrer dans son œuvre; à moins qu'il n'y introduise quelque chose d'impersonnel et de supérieur, comme l'expression des forces de la nature ou de ses mystères, ou d'un état répondant à une sensation définie. Là encore, la plus que partout ailleurs, il doit composer; c'est-à-dire chercher les rapports de la cause à l'effet, définir la scène, dans l'espace et dans le temps, et en dégager sans hésitation possible l'impression dominante.

En réalité, rien n'est moins facile. Les hommes sont moins ouverts qu'on ne le croit aux spectacles de la nature. La plupart comprennent la poésie de la mer, il est vrai. Mais combien, et des intelligences d'élite, sont réfractaires aux subtilités de la montagne! Et combien peu savent admirer l'infini des cieux! Qu'est-ce qui attire le paysan, le montagnard, le marin, à son champ, à son alpe, à sa plage? Tout simplement l'habitude. Dans l'amour du pays natal, tous les facteurs passent avant l'amour du pays même, de la nature. Il n'y a que l'artiste ou le savant qui aillent cherchant l'harmonie de ses lignes, le rythme, ou grave, ou passionné, de ses ondulations, la magnificence de sa structure, la tristesse et la joie des choses.

C'est sans doute la rareté d'une intelligence complète de la nature par l'homme qui fait la rareté des très grands paysagistes. Et c'est sans doute la difficulté de faire passer sur la toile ce qu'on n'éprouve soi-même pas, qui fait le très grand nombre des paysagistes médiocres.

Ayuntamiento de Madrid